

La Chine dans le piège du trop-plein industriel



Dans un atelier de fabrication de matériel mécanique, à Weifang (Chine), le 27 décembre 2025. VCG/VCG VIA GETTY IMAGES

Jordan Pouille

Pékin tente de limiter les surcapacités de ses usines, sans remettre en cause son modèle de croissance

PÉKIN - *correspondance*

J eudi 8 janvier, le ministre de l'industrie a convoqué à Pékin tous les poids lourds chinois des batteries, parmi lesquels CATL, BYD et Gotion. Il souhaitait les prévenir que « *l'expansion aveugle des capacités, la concurrence par les bas prix et d'autres pratiques non rationnelles perturb[ai]ent l'ordre du marché et affaibliss[ai]ent la soutenabilité du secteur* », selon le quotidien *China Daily*. Quelques mois plus tôt, des réunions similaires se sont tenues avec les fleurons chinois de la fibre synthétique, du panneau solaire, du ciment, de l'équipement médical, de l'élevage de porc, tous sommés de freiner leurs capacités. Le message est clair : Pékin guette désormais le moindre excès parmi ses champions industriels.

Jusqu'en 2024, le gouvernement refusait de reconnaître que la machine industrielle était manifestement surdimensionnée, considérant le terme de « surcapacités » comme une interprétation occidentale malveillante, dans un contexte de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. Il préfère toujours employer officiellement le mot « *neijuan* », qui peut se traduire par « involution », c'est-à-dire un mouvement de repli lié à une concurrence interne excessive qui tire les prix et les profits vers le bas. Le terme devrait figurer dans le nouveau plan quinquennal (2026-2030). Mais le tabou est tombé : la presse étatique parle désormais sans ambages de « *surcapacités* », le plus souvent pour dénoncer le zèle des gouvernements locaux en matière de subventions et d'investissements, et justifier les mesures correctives du gouvernement central.

Pression sur les groupes publics

Mais le problème dépasse largement quelques excès locaux. Comme le souligne l'économiste britannique George Magnus, chercheur associé à l'université d'Oxford et ancien économiste en chef chez UBS, « *les surcapacités ne sont pas un phénomène isolé mais le résultat d'un bouquet de politiques industrielles. Rapporté au produit intérieur brut, l'effort chinois en matière de politique industrielle dépasse celui de tous les autres pays, hors Russie et Ukraine, centrées sur l'industrie de défense* ».

Pékin affirme désormais vouloir prendre le problème à bras-le-corps, en s'attaquant à ses ressorts : subventions nationales et locales, crédit bancaire étatique et duplication de projets entre provinces, critères d'évaluation des cadres locaux basés sur l'investissement. La consolidation des secteurs, entamée dans le cuivre et l'alumine, constitue notamment un levier majeur. Dans la sidérurgie, la stratégie commence à porter ses fruits : la production d'acier brut a reculé de 4 % sur les onze premiers mois de 2025, laissant entrevoir une production annuelle sous le milliard de tonnes pour la première fois depuis six ans. Cette baisse reflète la fermeture des hauts-fourneaux à faible rendement et la pression sur les groupes publics pour fusionner leurs filiales régionales. A Linfen, dans le Shanxi, le producteur Yinguang

a ainsi fermé deux hauts-fourneaux en 2024, soit un tiers de sa capacité, et a supprimé 1 600 emplois avant d'être intégré à Shanxi Jianlong, un sidérurgiste provincial plus important.

Plafonner les capacités est un autre outil exploité par Pékin. L'exemple le plus flagrant est celui du bâtiment, où la demande est moribonde. Depuis 2024, toute nouvelle capacité de production de ciment ou de verre plat doit être compensée par la fermeture d'une capacité plus importante. La règle s'applique aussi au verre destiné aux panneaux photovoltaïques. En septembre 2025, le gouvernement a renforcé son contrôle sur l'ensemble de la chaîne photovoltaïque, en publiant un lot de normes de consommation d'énergie et d'efficacité visant à éliminer les capacités les plus obsolètes. Le polysilicium, matériau de base, est le plus exposé : jusqu'à 30 % de la capacité actuelle. Cinq producteurs pourraient être contraints de fermer.

Pour épurer le secteur de la chimie et de la pétrochimie, le gouvernement a annoncé, en août 2025, un plan de modernisation des installations vieillissantes et de fermeture des petites raffineries dont la capacité est inférieure à 2 millions de tonnes par an. Le programme supprime les soutiens publics à ces acteurs les plus fragiles, pour réduire une surcapacité estimée à 60 millions de tonnes.

Parmi les autres outils mobilisés, l'encadrement des prix prend une place croissante. Dans l'automobile électrique, la multiplication des constructeurs a alimenté une guerre des prix ces trois dernières années, comprimant les marges. En 2023, NIO a ainsi affiché une marge brute proche de 0 %, parfois même négative selon les trimestres. En décembre 2025, l'administration d'Etat pour la régulation du marché a publié un *Guide de conformité des pratiques tarifaires dans le secteur automobile* qui fixe les lignes rouges : vendre un véhicule au-dessous du coût de production ou du prix d'achat par le concessionnaire est interdit, et les ristournes pourront être validées par les autorités.

Pour M. Magnus, ces mesures sont néanmoins loin de suffire : seul un véritable changement de paradigme permettra d'atteindre ces objectifs. « *Le gouvernement devrait non seulement reconnaître le problème et changer de rhétorique – ce qu'il est en train de faire –, mais aussi renoncer à la poursuite de mesures de politique industrielle à une échelle sans précédent. Il devrait ensuite privilégier, pendant de nombreuses années, l'accroissement des revenus des ménages et la consommation.* »

Les vieilles voitures à la casse

En Chine, la consommation de biens peine en effet à suivre la production industrielle. Sur les onze premiers mois de 2025, les ventes au détail n'ont progressé que de 4 %, alors que la production industrielle a crû de près de 6 % en volume. Emblème de la classe moyenne, Ikea vient d'annoncer la fermeture de sept magasins jugés non rentables.

Si les dépenses dans les services se maintiennent (ils pèsent 46,8 % de la consommation totale sur les trois premiers trimestres de 2025), les ménages, prudents, épargnent de plus en plus. Selon la Banque centrale de Chine, les nouveaux dépôts d'épargne au premier semestre 2025 se sont élevés à 10 770 milliards de yuans (1 324 milliards d'euros), soit + 17 % par rapport au premier semestre 2024. « *La préférence des consommateurs pour l'épargne traduit une incertitude persistante, tout en suggérant un potentiel de demande qui pourrait être débloqué* », écrit le cabinet McKinsey, dans une note d'août 2025. Un foyer chinois a épargné en moyenne 36 % de son revenu disponible en 2024, selon un calcul de BNP Paribas, contre 31 % en 2023.

Pour tenter de débloquer cette épargne, Pékin multiplie les subventions à l'achat. Dès cette année, les Chinois qui mettent leur vieille voiture à la casse peuvent obtenir une aide équivalente à 12 % du prix d'achat d'un véhicule à énergie nouvelle, plafonnée à 20 000 yuans. Les consommateurs achetant un réfrigérateur, une machine à laver ou un téléviseur recevront une subvention de 15 %, plafonnée à 1 500 yuans. Une aide allant jusqu'à 60 euros est dégalée pour les smartphones.

« *Ces subventions ne sont pas efficaces sur le fond, les ménages se contentant d'anticiper des dépenses qui auraient eu lieu de toute façon*, analyse M. Magnus. *Et si le gouvernement voulait réellement faire de la consommation et des services une priorité, des réformes seraient nécessaires* », détaille-t-il, citant par exemple une meilleure redistribution des richesses, une fiscalité permettant de mieux capter l'impôt sur le revenu des plus aisés, ou encore la fin des droits et privilèges liés au hukou (le passeport interne liant des droits comme la santé et la retraite au lieu de naissance de la personne).

Le problème, ajoutent les experts, c'est que le gouvernement demeure déterminé à remporter la quatrième révolution industrielle, celle de l'intelligence artificielle et des technologies de pointe dans l'industrie manufacturière, ce qui implique de rester fidèle à la trajectoire politique actuelle. En conséquence, les exportations devraient rester une planche de salut pour ces marchandises produites en surnombre. En 2025, la Chine a connu un excédent commercial record de 1 000 milliards de dollars. Et d'ici à 2030, Morgan Stanley prévoit que la part du pays dans les exportations mondiales passera de 15 % aujourd'hui à 16,5 %.